

Enquête mensuelle de conjoncture – Janvier 2023

Sur la fin d'année 2022, et malgré la succession des chocs externes, l'activité économique continue de faire preuve de résilience. Selon les chefs d'entreprise participant à notre enquête (environ 8 500 entreprises ou établissements interrogés entre le 20 décembre et le 5 janvier), l'activité a de nouveau progressé dans chacun des trois grands secteurs au mois de décembre, de façon d'ailleurs plus prononcée qu'ils l'avaient anticipé le mois dernier. Pour janvier, les entreprises anticipent encore une progression dans l'industrie et les services – néanmoins ralentie – et une quasi-stabilité dans le bâtiment.

Les difficultés d'approvisionnement reculent à nouveau dans l'industrie (40 % des entreprises industrielles les mentionnent en décembre, après 41 % en novembre et un pic à 64 % en avril) et surtout dans le bâtiment (33 %, après 36 % en novembre). On observe une légère modération de la hausse des prix des produits finis dans l'industrie, même si elle reste soutenue ; elle ne s'infléchit pas dans les services couverts par l'enquête et le bâtiment. Les difficultés de recrutement restent élevées : elles sont indiquées par 53 % des répondants, après 54 % en novembre.

Notre indicateur d'incertitude se détend légèrement en décembre, à des niveaux qui demeurent encore très élevés. La situation de trésorerie des entreprises se stabilise, à un niveau toutefois relativement bas dans l'industrie. Dans l'industrie, l'opinion sur les carnets de commande continue de se replier tout en restant au-dessus de sa moyenne de long terme, alors que celle sur les stocks continue de monter significativement au-dessus de sa moyenne.

Concernant les conséquences de la situation énergétique, nous observons, au niveau de l'ensemble de la population des entreprises, une stabilité de la situation remontée par les chefs d'entreprise par rapport aux deux précédentes enquêtes. Un peu moins du quart des entreprises indiquent que leur activité du mois passé a été affectée, une proportion à peu près inchangée depuis octobre. Pour les trois prochains mois, près du tiers des entreprises s'attendent à un impact (faible ou fort) sur leur activité (40 % dans l'industrie). S'agissant de l'impact sur leurs marges dans les trois prochains mois, il concerne un peu plus de la moitié des entreprises.

Sur la base des résultats de l'enquête, complétés par d'autres indicateurs, nous estimons que le PIB serait en légère hausse en décembre et quasi stable en janvier. La progression du PIB pour le quatrième trimestre 2022 s'établirait ainsi autour de + 0,1 % par rapport au trimestre précédent.

1. En décembre, l'activité progresse dans les trois grands secteurs couverts par l'enquête

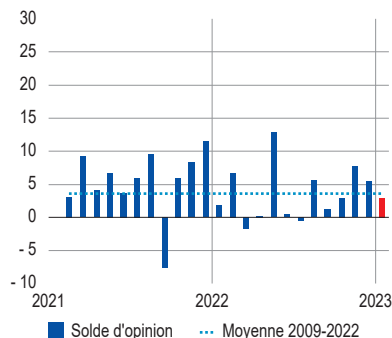
En décembre, l'activité progresse dans l'**industrie**, un peu plus nettement que ce qui avait été anticipé par les chefs d'entreprise le mois dernier.

Les soldes d'opinion relatifs à la production en décembre indiquent une progression marquée de l'activité dans les produits informatiques, électroniques et optiques, la pharmacie, l'automobile, et les autres produits industriels. Elle s'inscrit en revanche en recul par rapport au mois précédent dans les produits en caoutchouc-plastique.

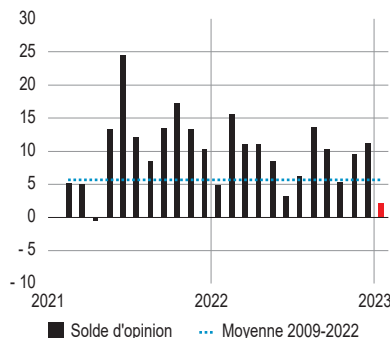
Opinion sur l'évolution de l'activité

(solde d'opinion CVS-CJO, pour janvier : prévision)

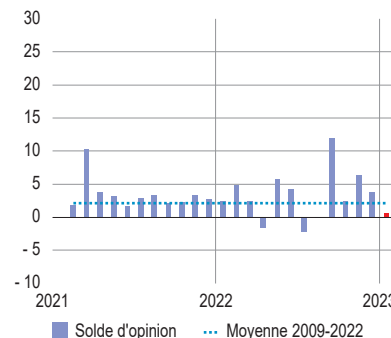
a) Dans l'industrie



b) Dans les services marchands



c) Dans le bâtiment

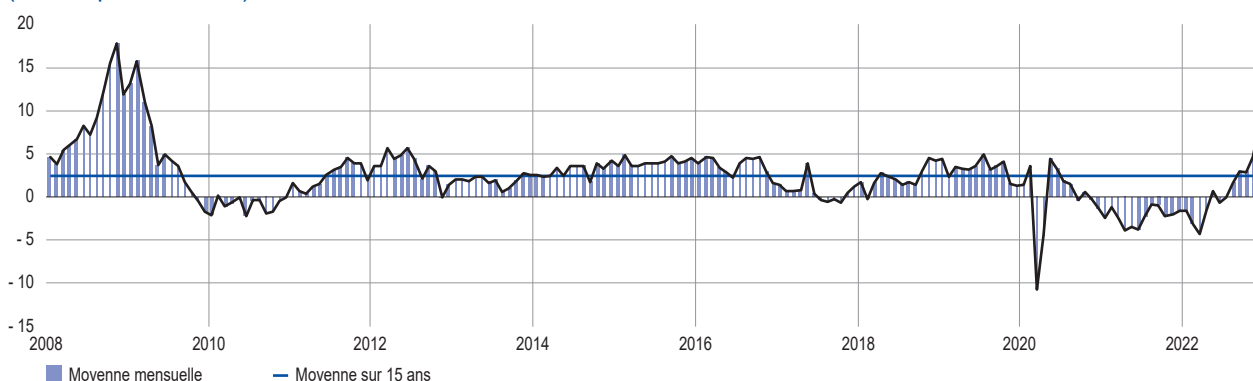


Note de lecture : Le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité (qui mesure la différence entre les proportions d'entreprises ayant déclaré une hausse de l'activité et celles ayant déclaré une baisse au cours du mois passé) s'établit pour décembre à 5 points dans l'industrie, soit un niveau légèrement supérieur à celui de la moyenne de long terme de l'indicateur. Pour janvier (barre rouge), les chefs d'entreprises dans l'industrie anticipent une hausse de l'activité de l'ordre de + 3 points.

Les **stocks** dans l'industrie augmentent nettement en décembre et sont jugés élevés. Ils sont supérieurs à la moyenne de long terme pour la plupart des secteurs, notamment les équipements électriques et l'automobile, et dans une moindre mesure l'aéronautique et le bois, papier, imprimerie. Cette hausse est imputée selon les cas à une baisse de la demande, ou à des difficultés d'approvisionnement (ayant pour effet une hausse des stocks de produits semi-finis dans les entreprises acheteuses) ou de livraison des produits finis (automobile, aéronautique). Des comportements de précaution sont également remontés par les chefs d'entreprise, qui anticipent des difficultés de production dans les prochains mois, notamment en lien avec la crise énergétique (crainte de coupures, etc.).

Situation des stocks dans l'industrie

(solde d'opinion CVS-CJO)



Dans les **services marchands**, l'activité progresse nettement en décembre – là aussi plus rapidement que ce qui avait été anticipé par les chefs d'entreprise le mois dernier – à la fois dans les services à la personne (hébergement, restauration) et dans une moindre mesure dans les services aux entreprises (conseil de gestion, services d'information, programmation, activités juridiques et comptables).

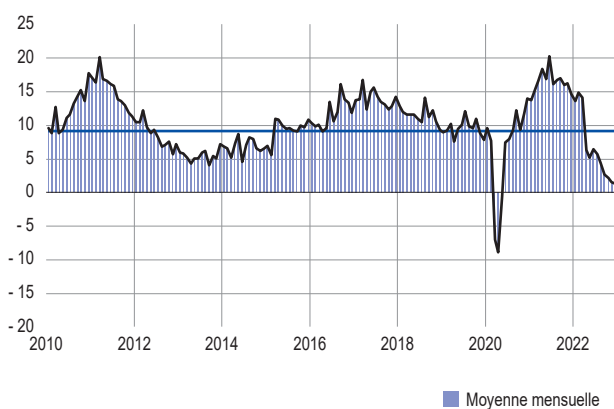
L'activité augmente de nouveau dans le secteur du **bâtiment**, notamment dans le second œuvre.

L'opinion sur la situation de **trésorerie** se stabilise dans l'industrie et les services marchands, à un niveau toutefois très bas relativement aux quinze dernières années dans l'industrie. À l'exception de celui des matériels de transport (dont industrie automobile), la plupart des secteurs industriels font état d'un écart important de la trésorerie actuelle par rapport à son niveau moyen de long terme, notamment les équipements électriques, la chimie et les produits informatiques, électroniques et optiques, où cet écart dépasse 20 points.

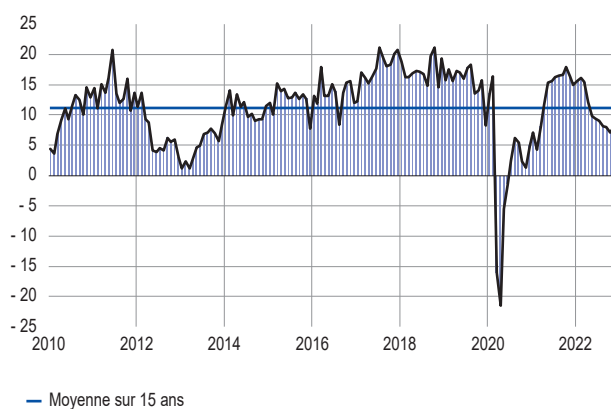
Situation de trésorerie

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



b) Dans les services marchands



2. En janvier, selon les anticipations des entreprises, l'activité enregistrerait une légère progression dans l'industrie et les services et se stabiliserait dans le bâtiment

Pour le mois de janvier, les chefs d'entreprises interrogés anticipent dans l'ensemble une légère progression de leur activité dans l'**industrie** mais avec une **forte disparité entre secteurs**. Certains enregistreraient un repli : c'est le cas des produits en caoutchouc-plastique, et de l'habillement, textile, chaussures. À l'inverse, l'activité progresserait dans la pharmacie, les équipements électriques, l'automobile et l'aéronautique et autres transports.

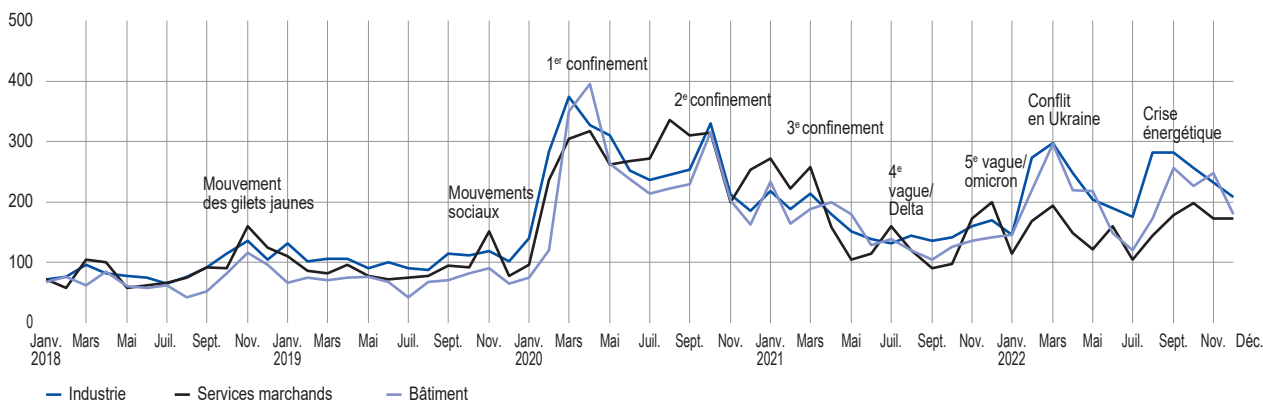
Dans les **services**, les chefs d'entreprise s'attendent à une légère hausse ; l'hébergement et la programmation-conseil seraient en progression. L'évolution des effectifs reste très dynamique.

Enfin, dans le **bâtiment**, l'activité serait globalement stable avec cependant une moins bonne orientation du gros œuvre.

Notre indicateur mensuel d'**incertitude**, construit à partir d'une analyse textuelle des commentaires des entreprises interrogées, se détend légèrement en décembre dans l'industrie et le bâtiment, à des niveaux toutefois très élevés par rapport à la normale ; il est stable dans les services marchands.

Indicateur d'incertitude dans les commentaires de l'enquête mensuelle de conjoncture (EMC)

(données brutes)



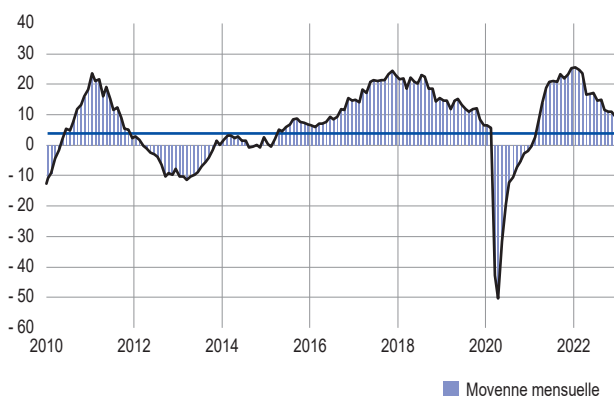
Note : La valeur de référence est fixée à 100 et correspond à la valeur autour de laquelle fluctue l'indicateur en période normale.

L'opinion sur la situation des **carnets de commandes** se replie de nouveau dans l'industrie, et plus nettement dans le bâtiment, où son niveau se situe maintenant sous sa moyenne de long terme. Cette situation recouvre là aussi une forte disparité entre secteurs, avec des carnets jugés très bien garnis dans l'aéronautique, les machines et équipements, les produits informatiques, électroniques et optiques, et les équipements électriques, tandis qu'ils sont jugés bas dans la chimie et les produits en caoutchouc-plastique.

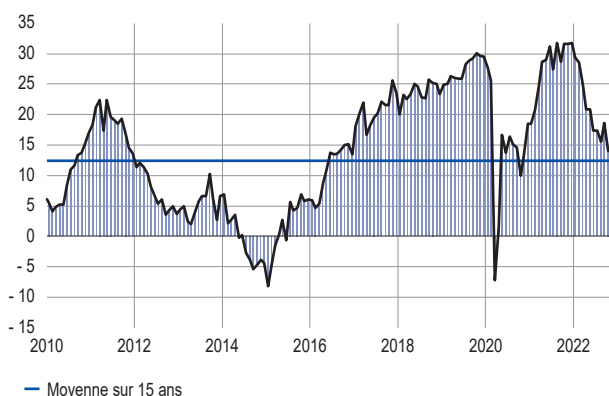
Situation des carnets de commandes

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



b) Dans le bâtiment

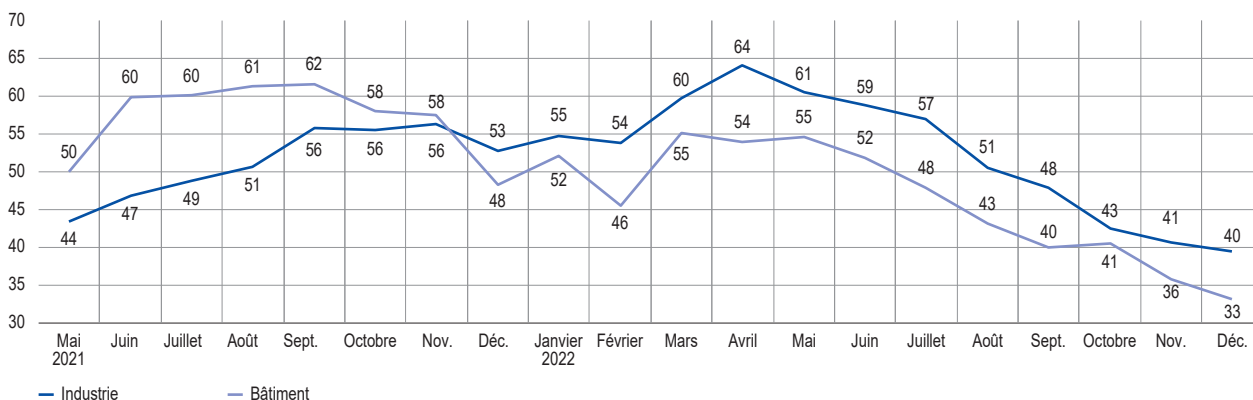


3. Nouveau repli des difficultés d'approvisionnement ; la hausse des prix des produits finis se modère un peu dans l'industrie mais ne s'infléchit pas dans les services et le bâtiment

Les **difficultés d'approvisionnement** continuent de baisser en décembre dans l'industrie (40 %, après 41 % en novembre) et dans le bâtiment (33 %, après 36 %).

Part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement

(en %, données brutes)



Selon les industriels interrogés, les rythmes de hausse des prix des matières premières et des produits finis se modèrent en décembre, à des niveaux toutefois encore relativement soutenus. En revanche, les hausses de prix se poursuivent au même rythme dans le bâtiment et les services marchands. Par ailleurs, les chefs d'entreprise anticipent une forte hausse des prix en janvier, qui serait plus importante que la hausse saisonnière traditionnellement observée en début d'année.

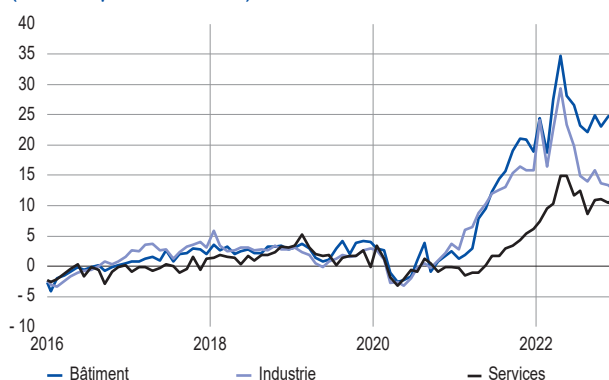
Opinion sur l'évolution des prix par rapport au mois précédent – Industrie manufacturière

(solde d'opinion CVS-CJO)



Opinion sur l'évolution des prix par rapport au mois précédent

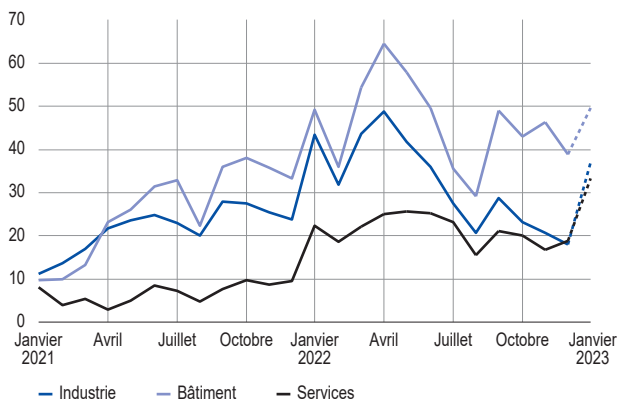
(solde d'opinion CVS-CJO)



De façon plus détaillée (sur la base de données non corrigées des variations saisonnières), 18 % des chefs d'entreprise de l'industrie manufacturière déclarent avoir augmenté leur prix de vente en décembre. Cette proportion s'élève à 39 % dans le bâtiment et à 19 % dans les services marchands. Les perspectives pour janvier suggèrent une nette hausse de cette proportion dans l'industrie (37 %), le bâtiment (50 %) et les services marchands (33 %); dans les services, cette proportion serait plus élevée que celle enregistrée début 2022, alors qu'elle serait un peu moins élevée dans l'industrie.

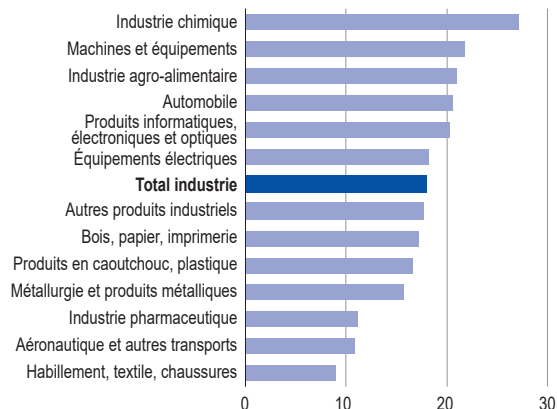
Proportion de chefs d'entreprise ayant augmenté leurs prix de vente, par grand secteur

(en %, données brutes ; pour janvier : prévision)



Proportion de chefs d'entreprise de l'industrie ayant augmenté leurs prix de vente en décembre, par secteur

(en %, données brutes)

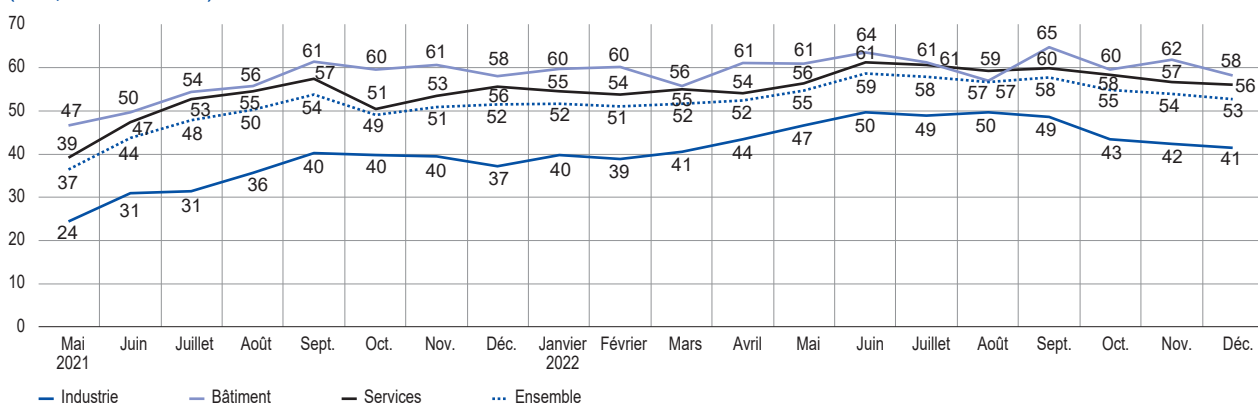


Au final, dans l'industrie et le bâtiment, neuf entreprises sur dix ont augmenté leurs prix de vente au moins une fois en 2022 (contre 70 % des entreprises en 2021, et entre 30 % et 40 % en moyenne pour les années pré-Covid). Cette proportion est en nette hausse pour les services et concerne désormais trois entreprises sur quatre ; au sein des services, les principaux secteurs concernés sont la réparation automobile, le transport, l'hébergement et la restauration.

Les chefs d'entreprise ont également été interrogés sur leurs **difficultés de recrutement**. Elles restent élevées, à 53 % dans l'ensemble des secteurs, mais en lent recul pour le troisième mois consécutif.

Part des entreprises indiquant des difficultés de recrutement

(en %, données brutes)



L'impact de la situation énergétique sur l'activité et les marges

Trois questions spécifiques en lien avec l'évolution des prix et de la disponibilité de l'énergie ont été introduites depuis l'enquête de début novembre : l'impact sur l'activité de l'entreprise au cours du mois passé, l'impact anticipé sur l'activité de l'entreprise pour les trois mois à venir, et l'impact anticipé sur les marges de l'entreprise pour les trois mois à venir (avec dans chaque cas trois modalités de réponse possibles : impact nul, impact faible, impact fort). Ces questions ont vocation à être maintenues dans l'enquête tant que cette problématique sera au cœur de l'actualité.

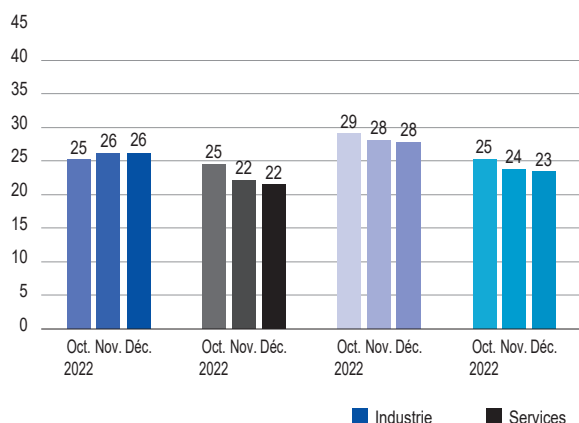
Pour l'ensemble des questions, les proportions sont ce mois-ci à peu près inchangées – voire en très léger repli – comparées aux deux précédentes enquêtes.

Impact sur l'activité

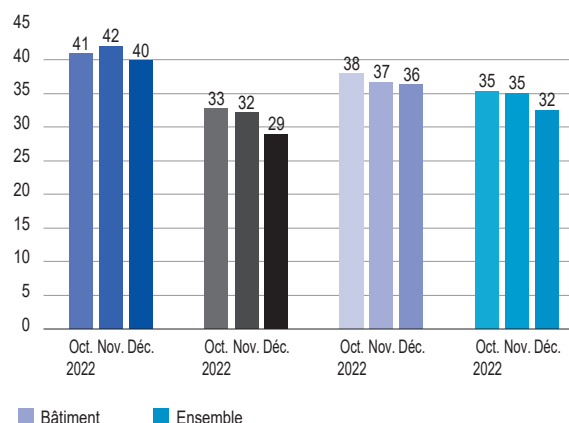
Part des entreprises déclarant un impact significatif de la situation énergétique sur leur activité

(en % du nombre d'entreprises interrogées)

a) Activité passée



b) Activité des trois prochains mois



Note de lecture : Dans l'industrie, 26 % des entreprises déclarent que la situation énergétique a eu un impact significatif sur leur activité en décembre. Pour les 3 prochains mois, 40 % d'entre elles anticipent un impact significatif.

8 % des entreprises de l'industrie estiment que la crise énergétique a eu un impact fort sur leur activité en décembre ; cette proportion est plus faible dans le bâtiment (4 %) et les services (3 %).

La proportion d'entreprises jugeant que la crise énergétique a eu un impact significatif (faible ou fort) s'établit quant à elle à 23 %, proche des niveaux de novembre (24 %). Cette sous-population des entreprises a plus significativement augmenté ses prix en décembre, surtout dans l'industrie (27 %, contre 18 % en moyenne dans l'industrie) et le bâtiment (47 %, contre 37 % en moyenne dans le bâtiment). L'impact dans les services serait plus faible.

S'agissant des trois mois à venir, les proportions sont plus élevées, particulièrement dans l'industrie : près de 16 % des entreprises de ce secteur estiment que la crise énergétique aura un impact fort sur leur activité, à comparer à 8 % dans le bâtiment et à 6 % dans les services marchands. Au total, la proportion d'entreprises jugeant que la crise énergétique aura un impact significatif (faible ou fort) sur leur activité des trois prochains mois diminue légèrement, à 32 %.

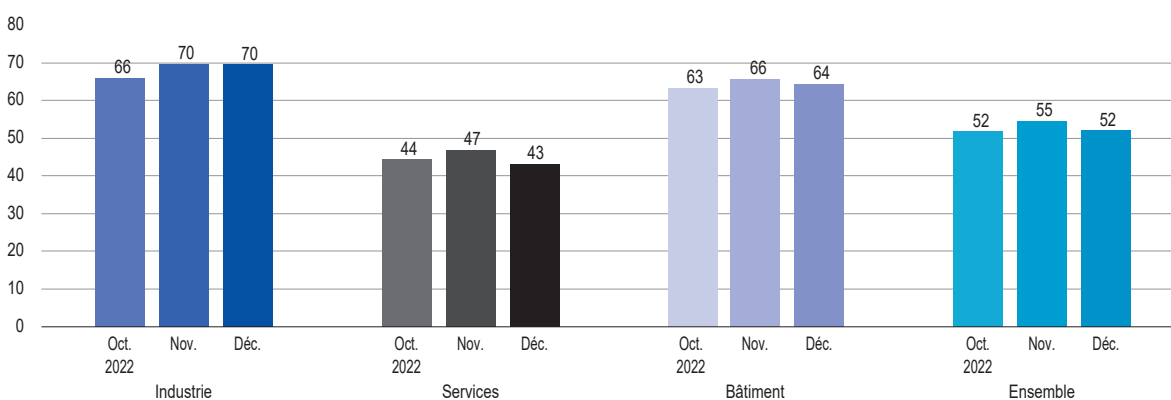
.../...

Impact sur les marges

Dans l'industrie, 29% des entreprises estiment que la crise énergétique aura un impact fort sur leurs marges au cours des trois prochains mois, comme en novembre. La proportion d'entreprises jugeant plus largement que la crise énergétique aura un impact significatif (faible ou fort) sur leurs marges au cours des trois prochains mois diminue légèrement (52 %, après 55 % en novembre), notamment du fait des services.

Part des entreprises de l'industrie déclarant un impact significatif de la situation énergétique sur les marges à trois mois

(en % du nombre d'entreprises interrogées)



Ainsi, une plus forte proportion d'entreprises estime que la situation énergétique aura, au cours des trois prochains mois, un impact sur leurs marges plutôt que sur leur activité. Cet écart est particulièrement visible dans l'industrie ou le bâtiment.

4. Les estimations issues principalement de l'enquête, complétées par d'autres indicateurs, suggèrent pour décembre un niveau de PIB en hausse par rapport à novembre ; le PIB serait ensuite stable en janvier

Pour le mois de décembre, l'utilisation des informations de l'enquête à un niveau de désagrégation fin, ainsi que d'autres données dont nous disposons, nous amènent à estimer que le PIB serait en hausse par rapport à novembre.

Conformément aux données de l'enquête, la valeur ajoutée serait en légère hausse dans l'industrie alimentaire comme dans l'industrie manufacturière. La composante énergie dans son ensemble aurait une progression nulle de sa valeur ajoutée en décembre, tirée positivement par la reprise de l'activité dans les raffineries mais tirée négativement par les autres composantes du secteur (non couvert par l'enquête et qui comprend notamment les centrales nucléaires). La valeur ajoutée dans les services couverts par l'enquête serait en progression, notamment l'hébergement-restauration et les autres services marchands. Le secteur de la construction connaîtrait une progression de sa valeur ajoutée en décembre.

Les données à haute fréquence, que nous suivons à titre de complément pour les secteurs de services non ou partiellement couverts par l'enquête, pointent vers une stagnation de la valeur ajoutée dans le secteur du commerce et une légère hausse dans le secteur des transports.

Variations mensuelles de la valeur ajoutée en France

(en pourcentage)

Branche d'activité	Poids dans la VA	Octobre	Novembre	Décembre
Agriculture et industrie	15	- 2,5	2,1	0,2
Agriculture et industrie agro-alimentaire	4	- 0,2	0,2	0,1
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	3	- 8,8	3,6	0,0
Industrie manufacturière hors alimentaire et cokéfaction-raffinage	9	- 1,9	2,6	0,3
Construction	6	1,1	- 1,2	0,3
Services marchands	57	- 0,5	0,4	0,3
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	18	- 0,5	0,6	0,5
Services financiers et immobiliers	17	0,0	0,0	0,0
Autres services marchands	22	- 0,9	0,6	0,5
Services non marchands	22	- 0,1	- 0,1	- 0,1
Total PIB	100	- 0,6	0,4	0,2

Sur l'ensemble du dernier trimestre 2022, la croissance du PIB s'établirait ainsi autour de + 0,1 % par rapport au trimestre précédent, une estimation inchangée par rapport à celle que nous avons donnée le mois dernier. En dépit d'évolutions favorables en novembre et décembre, la croissance trimestrielle du PIB serait modeste sur le trimestre car pénalisée par la baisse du PIB en octobre. En raison des grèves dans les raffineries et de la maintenance des centrales nucléaires, l'activité avait fortement reculé ce mois-là dans l'industrie, mais aussi dans les services marchands, dont certaines composantes (commerce de détail, restauration) – en particulier dans les zones rurales – ont été également affectées par les pénuries de carburant.

Les anticipations des entreprises pour janvier dans l'enquête indiquent à ce stade une stabilité du PIB par rapport à décembre, avec des contrastes suivant les secteurs (relative stabilité dans la construction et légère progression dans l'industrie et les services).